

Dominique – Pierre LAGANNE

E.I

Expert-comptable

Commissaire aux comptes

Inscrit sur la liste nationale des Commissaires aux comptes rattaché à la CRCC de Grande Aquitaine

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

« LA MOMERIE »

ASSOCIATION

2, Allée des Lucanes

33 610 CANEJAN

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023



La Force du collectif. L'Expertise en partage



ETABLISSEMENT MULTI-ACCUEIL PETITE ENFANCE A GESTION ASSOCIATIVE

«LA MOMERIE»

2, Allée des Lucanes
33 610 CANEJAN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31.12.2023

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association La Momerie** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **01/01/2023** à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note de l'annexe des comptes annuels concernant les faits marquants de l'exercice concernant d'une part, la comptabilisation d'une pénalité de 8 000 € calculée sur la base d'un taux d'occupation de la crèche inférieur à 85% et d'autre part, sur la comptabilisation d'une facture de Suez de 15 588,18 € sur l'exercice surestimée. Facture ayant fait l'objet d'un avoir de 12 422,65 € et reçu par virement le 10/09/2024.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui ont porté sur la justification des comptes de subventions et en particulier sur les subventions reçues et à recevoir.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidence et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Cenon, le 30 Septembre 2024


Dominique-Pierre LAGANNE

Commissaire aux Comptes

ETABLISSEMENT MULTI-ACCUEIL PETITE ENFANCE A GESTION ASSOCIATIVE

«LA MOMERIE»

2, Allée des Lucanes
33 610 CANEJAN

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31.12.2023

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Cenon, le 30 Septembre 2024


Dominique Pierre LAGANNE

Commissaire aux Comptes

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	2 000	2 000		667
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	24 981	23 269	1 712	4 076
	Autres immobilisations corporelles	45 197	31 298	13 898	17 749
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	72 178	56 568	15 610	22 492
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				531
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 779	529	13 250	16 163
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	143 334		143 334	169 726
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	191 142		191 142	143 542
	Charges constatées d'avance				
	TOTAL (II)	348 255	529	347 726	329 961
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	420 433	57 096	363 337	352 453
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an				
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	277 337	228 026
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(98 274)	(98 274)
	Excédent ou déficit de l'exercice	(7 992)	49 311
	Total des fonds propres (situation nette)	171 072	179 063
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	493	1 002
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	493	1 002
	Total des fonds propres	171 565	180 065
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		2 205
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		2 205
Provisions	Provisions pour risques	34 913	39 001
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	34 913	39 001
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 715	33 051
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	82 282	95 877
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 195	2 253
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	27 667	
	Total des dettes	156 859	131 182
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		363 337	352 453
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(7 991,73)	49 310,64
(1) Dont à moins d'un an		156 859	131 182
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 800	3 300
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	235 262	199 798
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	694 185	677 843
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	15 499	20 144
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	22	22
Total des produits d'exploitation		947 769	901 106
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	220 876	198 759
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	31 715	31 912
	Salaires et traitements	565 470	507 645
	Charges sociales	132 182	123 938
	Dotation aux amortissements et dépréciations	10 644	12 898
	Dotation aux provisions		3 280
	Reports en fonds dédiés		2 205
	Autres charges	1 866	456
Total des charges d'exploitation		962 753	881 092
RESULTAT D'EXPLOITATION		(14 984)	20 014

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		(14 984)	20 014
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 211	812
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		1 211	812
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		1 211	812
RESULTAT COURANT avant impôts		(13 772)	20 826
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	16 440	31 080
	Sur opérations en capital	509	509
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	16 949	31 589
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	11 135	3 057
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	11 135	3 057
RESULTAT EXCEPTIONNEL		5 814	28 531
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		33	47
TOTAL DES PRODUITS		965 929	933 507
TOTAL DES CHARGES		973 921	884 196
EXCEDENT ou DEFICIT		(7 992)	49 311
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/12/2023

ANNEXE



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **363 337** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **965 929** euros et un total **charges** de **973 921** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-7 992** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Faits marquants de l'exercice

L'Association a reçu une facture d'eau pour le 2ème semestre 2023 d'un montant de 15 067.02 euros. Cette facture semble sur-estimée. En 2022, l'Association avait déjà reçu une facture d'eau pour le second semestre d'un montant de 15 588,82 euros ; facture qui avait été recalculée à 580,18 euros par SUEZ. Des démarches ont été entreprises par l'Association en 2024 afin de faire recalculer la facture 2023.

Sans information complémentaire à la date d'arrêté des comptes, et par mesure de prudence, cette facture a été entièrement constatée.

La Délégation de Service Public impose à l'association un taux d'occupation financier d'au moins 85 %. En cas de non-respect de ce taux d'occupation, il est appliqué une pénalité de 4 000 € par point en dessous du taux contractuel.

Le contrat de DSP prévoit que le taux d'occupation est calculé sur la base du "Nombre d'heures facturés de l'année N / Capacité théorique modulée x 100".

Le "taux d'occupation en heures facturés", émanant du logiciel de l'Association, ressort à 83,10 % au titre de l'exercice 2023. Par conséquent, il a été comptabilisé au bilan une charge à payer relative à cette pénalité de 8 000 €.

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Changement de méthode

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les principales méthodes utilisées

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

- Logiciels : 2 à 3 ans
- Agencements et aménagements : 5 à 10 ans
- Matériel et outillage : 3 à 8 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 3 à 8 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Disponibilités

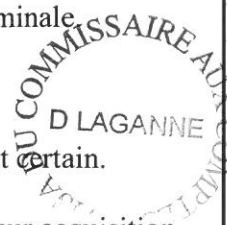
Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Subventions

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits dès que leur octroi devient certain.

Les subventions d'investissement sont enregistrées au bilan de l'association dès que leur acquisition est certaine.

Elles sont ensuite rapportées au compte de résultat pendant la durée d'amortissement des immobilisations acquises ou créées au moyen de cette subvention.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	2 000					2 000
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 000					2 000
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	25 819				838	24 981
	Instal., agencement, aménagement divers	7 200					7 200
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	34 235		3 762			37 997
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	67 254		3 762		838	70 178
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		69 254		3 762		838	72 178

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	1 333	667		2 000
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 333	667		2 000
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	21 743	2 365	838	23 269
	Autres instal., agencement, aménagement divers	5 951	881		6 832
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	17 735	6 732		24 466
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	45 429	9 977	838	54 568
TOTAL		46 762	10 644	838	56 568

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	39 001		4 088	34 913
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	39 001		4 088	34 913
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	529			529
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	529			529
TOTAL GENERAL		39 530		4 088	35 441
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				4 088	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise			COMMISSAIRE AUX COMPTES D LAGANNE		
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	228 026	49 311			277 337
Autres réserves					
Report à nouveau	(98 274)				(98 274)
Excédent ou déficit de l'exercice	49 311	(49 311)		7 992	(7 992)
Situation nette	179 063			7 992	171 072
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 002			509	493
Provisions réglementées					
TOTAL	180 065			8 500	171 565

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients, usagers douteux ou litigieux	529	529	
Autres créances clients, usagers	13 250	13 250	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	436	436	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	142 897	142 897	
Charges constatées d'avance			
TOTAL DES CREANCES	157 113	157 113	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	37 715	37 715		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	41 332	41 332		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30 925	30 925		
Impôts sur les bénéfices	33	33		
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	9 992	9 992		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, entités affiliées				
Autres dettes	9 195	9 195		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	27 667	27 667		
TOTAL DES DETTES	156 859	156 859		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		81 799
Dettes fournisseurs et comptes rattachés FOURNISSEURS FNP	26 754	26 754
Dettes fiscales et sociales PROVISION CONGES A PAYER CHARGES SOCIALES SUR CP	20 877 26 168	47 045
Autres dettes DIVERS CHARGES A PAYER	8 000	8 000

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		143 240
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	1 891	1 891
Autres créances <i>DIVERS PRODUITS A RECEVOIR</i>	141 349	141 349

Effectif moyen

		31/12/2023	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
	Professions intermédiaires			
	Employés		19	
	Ouvriers			
	TOTAL		20	

COMMISSAIRE AUX COMPTES
D LAGANNE
SA